

« La démocratie représentative est une fiction »

Selon la philosophe Barbara Stiegler, le mouvement « Bloquons tout » est un symptôme de la crise très grave que traverse « la fiction de la démocratie représentative ». Elle plaide un retour au sens premier du mot « démocratie » : l'exercice direct du pouvoir par le peuple.

ENTRETIEN

WILLIAM BOURTON

Très engagée dans le mouvement « Bloquons tout », la philosophe Barbara Stiegler ne croit plus en la démocratie représentative. Pour retrouver le sens profond du mot *demokratia*, elle en appelle à l'expérience historique athénienne, où l'ensemble des citoyens (*dêmos*) exerçait lui-même le pouvoir (*kratos*)...

« Bloquons tout » est un mouvement « horizontal », sans chef. On a plus l'impression d'une coalition de souffrances particulières que d'un mouvement social structuré...

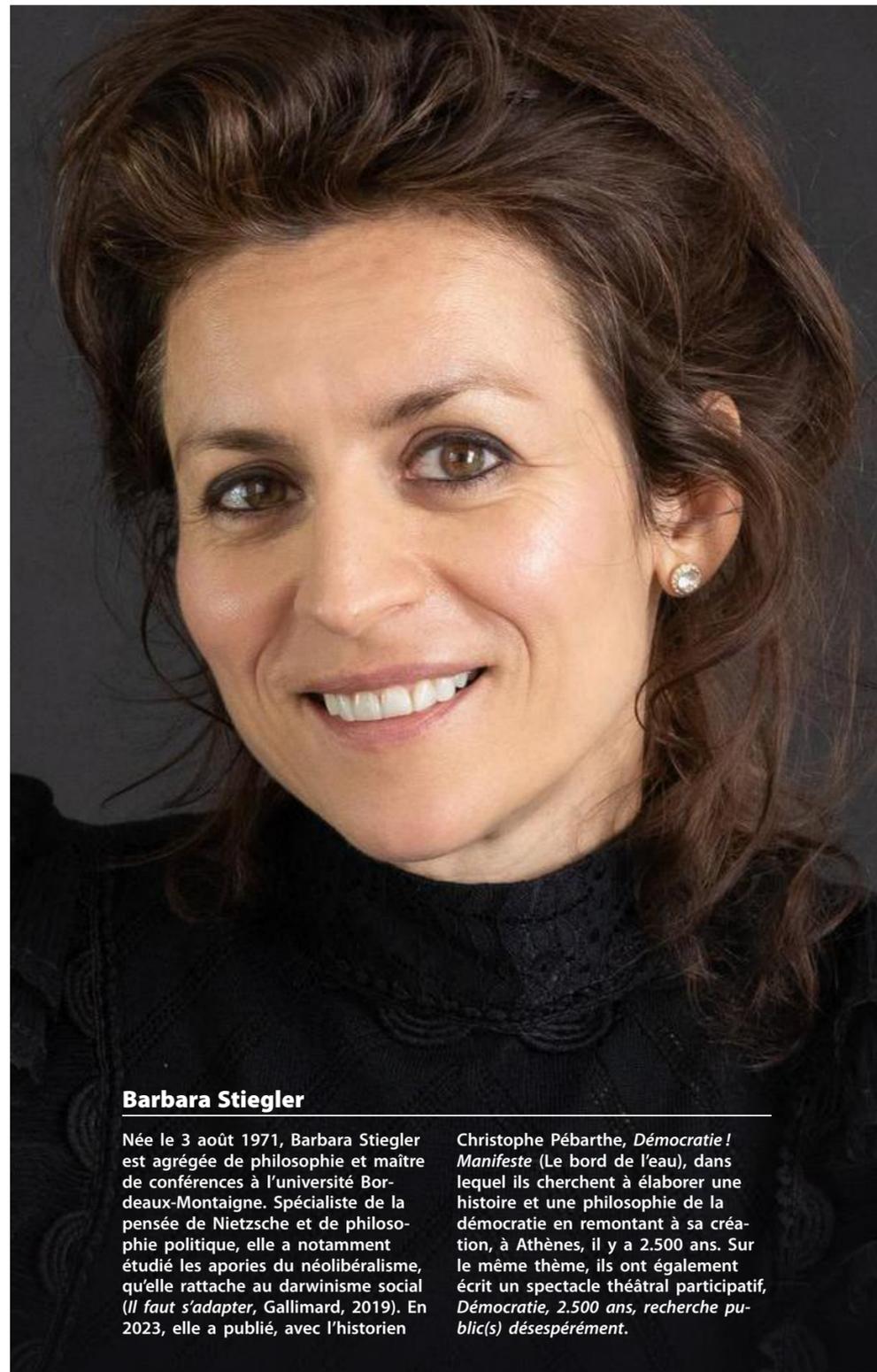
Je vais vous répondre avec plaisir car je fais partie du mouvement : j'ai participé à des actions de blocage, qui sont d'ailleurs des actions de déblocage, ça consiste en effet à « débloquer » le pays... Ce mouvement, il est effectivement original, mais en même temps pas tout à fait nouveau. Déjà, les gilets jaunes ont refusé de se plier à des représentants qui risquaient de devenir leurs « chefs » ou leur « lider maximo ». Ils n'en ont pas moins tenu le pays pendant des mois. Il y a un autre précédent, qui est Mai 68, qui fut un grand mouvement d'auto-organisation spontanée – qui a profondément transformé la France – avec des centrales syndicales au milieu. « Bloquons tout », c'est pareil : des actions extrêmement spontanées et auto-organisées et des syndicats, qui sont – pour une partie d'entre eux – avec nous. Donc ce n'est pas seulement horizontal, ce n'est pas uniquement de l'auto-organisation, il y a aussi des structures traditionnelles qui essaient de s'articuler avec un mouvement plus spontané. Et par ailleurs, « Bloquons tout » n'est pas seulement un mouvement de souffrance, c'est aussi un mouvement de propositions, de réforme de la société.

Avec les syndicats, le pouvoir a un interlocuteur : des « représentants », qui ont un mandat de « la base » pour négocier quelque chose...

Vous avez tout à fait raison. Walter Lippmann montre bien cette dimension dans ses livres – que j'ai analysés dans *Il faut s'adapter* (Gallimard, 2019) : des représentants qui canalisent la colère ouvrière et qui discutent et négocient avec le pouvoir. On a donc une promotion du « chef syndical » par la classe dominante... Là, la difficulté pour elle, c'est que la discussion, elle est avec le peuple. Et ça, c'est quelque chose que la classe dominante ne supporte pas, puisqu'elle considère que le peuple ne peut pas parler ; la seule chose qu'il peut faire, c'est souffrir, ou grogner.

C'est tout à fait possible d'être un très grand pays et d'avoir un collectif délibérant qui s'assemble

”



Barbara Stiegler

Née le 3 août 1971, Barbara Stiegler est agrégée de philosophie et maître de conférences à l'université Bordeaux-Montaigne. Spécialiste de la pensée de Nietzsche et de philosophie politique, elle a notamment étudié les apories du néolibéralisme, qu'elle rattache au darwinisme social (*Il faut s'adapter*, Gallimard, 2019). En 2023, elle a publié, avec l'historien

Christophe Pébarthe, *Démocratie ! Manifeste (Le bord de l'eau)*, dans lequel ils cherchent à élaborer une histoire et une philosophie de la démocratie en remontant à sa création, à Athènes, il y a 2.500 ans. Sur le même thème, ils ont également écrit un spectacle théâtral participatif, *Démocratie, 2.500 ans, recherche public(s) désespérément*.

C'est toute la notion de « démocratie représentative » qui est mise en cause...

La « démocratie représentative » est une fiction à laquelle pratiquement plus grand monde ne croit sérieusement en France, à part dans les classes dominantes ou chez les élus. Donc, effectivement, le mouvement « Bloquons tout », comme le mouvement des « Gilets jaunes », est un symptôme de la crise très grave que traverse la fiction de la démocratie représentative.

Une « fiction » ?

Oui, une fiction, inventée au XVIII^e siècle aux États-Unis et en France, pour éviter que le *dêmos*, le peuple, prenne le pouvoir. Ce danger existait pendant la révolution américaine (1775-1785) et surtout en France, avec les Sans-culottes et ce genre de mouvement (1789) : une vraie démocratie, dans laquelle c'est le peuple qui dirige son destin. Des gens comme l'abbé Sieyès, en France, ou aux États-Unis Hamilton, ou Madison, ont ainsi défendu le système représentatif, qui reposait sur la thèse selon laquelle les élus étaient meilleurs que le peuple, qui était incapable, ou ne voulait pas s'occuper de la politique. Le peuple devait donc donner tout son pou-

voir à des élus « exceptionnels »... Par un glissement de langage extrêmement discutable, ce système représentatif a commencé à récupérer le mot « démocratie » à partir des 1830-1840, en particulier avec le suffrage universel masculin en 1848. Comme les individus isolés les uns des autres votent de temps en temps, alors, c'est un gouvernement pour le peuple... Cette fiction du système représentatif a fonctionné à plein jusqu'aux années 2000.

Que s'est-il passé au XXI^e siècle ?

Cette fiction a commencé à s'effondrer, avec la crise écologique, la crise de la mondialisation, la crise financière. Et en France, avec le TCE (Traité établissant une constitution pour l'Europe), en 2005. Il y a eu là un moment authentiquement démocratique de délibération, d'assemblée, de lecture de textes, de réflexion collective, et le peuple a tranché dans les urnes en disant « non ». Mais Nicolas Sarkozy, avec toute la classe dominante, a trahi le « non » de la population en faisant adopter le traité par la voie de l'Union européenne, sans vote. A partir de là, quelque chose s'est brisé dans le pays.

Comment l'ensemble des citoyens peut-il exercer lui-même le pouvoir ?

La première condition, c'est que le *dêmos* s'assemble. Pour avoir un peuple agissant, on ne peut pas être isolés les uns des autres, derrière nos écrans ou dans notre

isoloir. Pour qu'il y ait quelque chose comme un *dêmos*, il faut un rassemblement charnel régulier. Or, le peuple ne peut pas se rassembler charnellement en entier. C'était déjà le cas à Athènes, où ils étaient 100.000 citoyens. Ce que les Athéniens ont découvert, et qui est vraiment ingénieux, c'est qu'il faut un extrait du *dêmos*, un collectif délibérant de 6 à 10.000 personnes (*l'ecclêsia*) qui s'assemblent, qui discutent et qui changent d'avis ensemble. Tout le monde a le droit de prendre la parole, de proposer des lois, de délibérer, même les classes pauvres – mais pas les esclaves et les femmes, c'est vrai... Cela veut dire qu'il n'y a pas de chef. Périclès n'était pas le président de la République : c'était juste un stratège, qui était très aimé par beaucoup d'Athéniens, mais il n'était pas le chef. En fait, c'est tout à fait possible d'être un très grand pays et d'avoir un collectif délibérant qui s'assemble et qui, pour le coup, représente le *dêmos*. Mais ce n'est pas un individu isolé, auréolé par l'office de l'élection.

Ce modèle athénien est-il transposable au XXI^e siècle ?

Déjà, comme l'a dit Cornelius Castoriadis, la démocratie athénienne n'est pas un « modèle » qu'il suffirait de reproduire, c'est un « germe ». Quelque chose qui peut nous montrer une autre manière de faire.

A l'échelle d'un grand pays, il faut absolument favoriser l'interconnexion multiscalaire entre les communes, les départements, les régions. Parce qu'à ces échelles-là, on peut tout à fait avoir un extrait du *dêmos*, en tant que « communauté charnelle » – il faut pouvoir être capable de se parler les yeux dans les yeux et d'affronter l'autre dans sa différence – qui délibère avec elle-même de manière stable. On peut par ailleurs tout à fait interconnecter les uns aux autres des mandataires, qui ont un mandat impératif, avec un « centre » – « centre » qui serait d'ailleurs en rotation : ce ne serait pas toujours la même ville.

Ne diviniz-vous pas le « dêmos » ? « Le peuple » existe-t-il seulement ?

Je comprends la question : Pierre Rosanvallon parle ainsi du « peuple introuvable » (titre d'un de ses ouvrages, publié chez Gallimard en 1998). Mais je pense que c'est faux. Le peuple est une réalité, mais c'est une réalité sociohistorique. Par moments, il n'y a plus de peuple : les individus sont atomisés, ils ne s'intéressent pas à la politique, ils sont repliés sur leurs affaires. Et puis par moments, le peuple se reconstitue dans l'histoire et il reprend son destin en main. Aujourd'hui, on est dans un moment socio-historique où le peuple ne fait plus confiance à la classe dominante, car elle fait une politique pour les plus riches, une politique dangereuse pour la vie humaine, pour la vie animale, pour la vie des écosystèmes. On est donc dans un moment historique où quelque chose comme « le peuple » existe à nouveau. Simplement, il n'est pas pur, il est multiple, il est fracturé. Et c'est de cette multiplicité – multiplicité d'actes de parole, d'actes politiques – dont il faut partir pour espérer aller vers quelque chose qui ressemblerait à une démocratie.

Pour aller plus loin

Le Peuple contre la démocratie

Yascha Mounk, *Le Livre de poche*, 528 pages, 10,55 €. **La démocratie libérale est menacée par la montée des populismes. Dans *Le Peuple contre la démocratie*, le politologue américain d'origine allemande Yascha Mounk explique les origines de cette désaffection des peuples pour la démocratie. Il propose par ailleurs un nouveau modèle pour éclairer et appréhender cette période politique complexe et insiste sur**

la nécessité de réformes radicales.

Le Peuple introuvable
Pierre Rosanvallon, *Folio*, 496 pages, 11,90 €. **La démocratie constitue, depuis deux siècles, l'horizon du bien politique. Mais, constate l'historien Pierre Rosanvallon, alors qu'elle a proclamé la souveraineté du peuple, c'est une société d'individus qui est advenue. Le peuple a paru insaisissable. Dès lors, s'est posé le problème des conditions d'une « bonne » représentation politique... W.B.**